

THÉMATIQUE

Élections françaises: que la course commence



Pierre BLANCHET,
Responsible Investment
Intelligence

Le pouvoir d'achat est devenu le thème central de la campagne

Le cycle électoral français de 2022 débute, avec en toile de fond la guerre en Ukraine qui favorise le président sortant. Les réformes structurelles, notamment celle du système de retraite et la transition énergétique font l'objet de débats, mais le principal sujet est le pouvoir d'achat des ménages, car les prix de l'énergie et des denrées alimentaires pénalisent les ménages plus modestes. Le taux de participation aux élections pourrait être très faible, ce qui favorise généralement les candidats d'extrême gauche ou d'extrême droite.

L'entrée d'Emmanuel Macron dans la course à la présidence de la République marque enfin le début du cycle électoral français, qui se terminera par les élections législatives le 19 juin. Le président sortant est donné en tête des sondages, avec 30 % des voix pour le premier tour de l'élection présidentielle prévu le 10 avril, loin devant Marine Le Pen qui est plus proche de la barre des 20 %. Trois autres candidats sont en concurrence pour la deuxième place du premier tour: le candidat d'extrême gauche Jean Luc Mélenchon, qui tente de rassembler une gauche divisée derrière sa bannière, la candidate de centre-droit Valérie Pécresse, dont la campagne a perdu de son élan ces dernières semaines et à l'extrême droite, le politologue Éric Zemmour qui a réussi à gagner une partie du vote conservateur et identitaire. À ce stade, aucun d'entre eux ne semble en mesure de battre Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle.

Contrairement à 2017, aucun candidat ayant une chance de remporter la présidence ne propose une sortie de la France de la zone euro, ou « Frexit ». Ce cycle électoral ne devrait donc pas générer une grande volatilité sur les marchés financiers, notamment sur

les marchés obligataires. Par ailleurs, quels que soient leurs différends idéologiques, les principaux candidats sont tous confrontés à la nécessité de redonner du pouvoir d'achat aux ménages dans un contexte de forte inflation et de grande incertitude due à la guerre en Ukraine. Les tensions géopolitiques ont incontestablement modifié le narratif de la campagne, la plupart des candidats ayant dû s'aligner derrière le président sortant pour condamner l'agression russe et soutenir les efforts diplomatiques français.

Sur le plan économique, le programme d'Emmanuel Macron semble s'inscrire dans la continuité du précédent quinquennat, avec environ 15 milliards d'euros de baisses d'impôts supplémentaires, le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans pour les personnes nées après 1969, des dispositifs d'incitation au travail et une réforme de Pôle emploi, ainsi qu'un programme d'investissement dans la transition énergétique (nucléaire et éolien) et dans la défense. La plupart des projets d'investissements publics ont été présentés en octobre dernier lors du lancement du plan d'investissement « France 2030 ».

Le cycle électoral français

Les électeurs français commenceront par voter pour le président lors d'une élection à deux tours¹. Deux mois plus tard, 577 députés seront envoyés à l'Assemblée nationale après un scrutin local à deux tours. Ceux-ci formeront une majorité issue directement du parti du nouveau

président élu, ou via une coalition. Le président comme les députés sont élus pour un mandat de cinq ans. Le président élu nommera ensuite son Premier ministre, qui se présentera avec son gouvernement devant le Parlement pour un vote de confiance.

Élection présidentielle

Douze candidats ont été approuvés par le Conseil Constitutionnel et se présenteront au premier tour.

Extrême gauche	Centre-gauche	Centre	Centre-droit	Extrême droite
N. Arthaud J-L. Mélenchon P. Poutou F. Roussel	A. Hidalgo Y. Jadot	J. Lassalle E. Macron	V. Pécresse	N. Dupont-Aignan M. Le Pen E. Zemmour

Élection présidentielle	Dates
Premier tour	10 avril
Deuxième tour	24 avril

¹ En principe, le président peut être élu dès le premier tour s'il obtient la majorité absolue des voix, en tenant compte des bulletins blancs et nuls.

THÉMATIQUE

Les candidats divergent sur la réforme du système de retraite

Comparaison des programmes des principaux candidats

Note : nous nous concentrons uniquement sur les programmes des candidats dont le score est supérieur à 10 % dans les sondages et mettons en évidence uniquement les aspects de leur programme ayant des répercussions économiques et financières.

Malgré leurs divergences sur les solutions, tous les candidats ont pour objectif commun de protéger ou d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages à revenus faibles et moyens, qui ont été durement touchés par la hausse des prix de l'énergie

et de l'alimentation. Le système de retraite est également au cœur du débat, y compris pour le président sortant, qui n'a pas réussi à mettre en œuvre sa réforme lors de son précédent mandat. Enfin, les candidats souhaitent restaurer les capacités industrielles françaises et assurer une transition énergétique en douceur, mais ne sont pas d'accord sur la manière de procéder. Un consensus s'est toutefois dégagé du centre à l'extrême droite pour relancer les programmes d'énergie nucléaire.

Liste des candidats par ordre alphabétique

• **M. Le Pen**

- Réduction de la TVA sur l'énergie de 20 à 5,5 %
- Augmentation des salaires de base de 10 % en réduisant les cotisations patronales
- Retraite à 60 ans pour les personnes ayant travaillé pendant 40 ans
- Priorité aux PME françaises

- Arrêt des projets éoliens et relance des filières nucléaire, hydroélectrique et hydrogène
- Modification de l'impôt sur la fortune pour le concentrer sur les actifs financiers en excluant les biens immobiliers
- Création d'un fonds souverain français

• **E. Macron**

- Le programme le plus pro-européen
- Report de l'âge de la retraite de 62 à 65 ans
- Réduction des impôts avec, notamment la fin de l'impôt sur les sociétés à but non lucratif (estimé à 6 milliards d'euros)
- Modification du système d'imposition des successions pour favoriser les transferts de richesse directs et indirects
- Réforme des allocations chômage

- 30 milliards d'euros d'investissements pour soutenir la transition énergétique et l'industrie française
- Soutien financier et innovation pour l'agriculture
- Réforme des prestations sociales pour réduire les formalités administratives et améliorer leur efficacité

• **J-L. Mélenchon**

- Augmentation du salaire minimum et des indices de rémunération dans la fonction publique
- Passage de l'âge de la retraite à 60 ans
- Prestations universelles financées par les droits de succession (100 % au-delà de 12 millions d'euros)

- Rétablissement de l'impôt sur la fortune, y compris sur les actifs financiers
- Réduction de l'impôt pour les revenus faibles et moyens
- Investissements publics et subventions importants pour la transition énergétique (45 milliards d'euros par an).

• **V. Péresse**

- Augmentation des salaires nets de 10 %, exonération de charges sociales des heures travaillées au-delà de 35 heures, conversion des RTT en salaire
- Extension des allocations familiales et exonération fiscale des pensions des mères célibataires
- Réduction des impôts des ménages
- Augmentation du budget de la justice

- Réduction des impôts de production de 10 milliards d'euros
- Exonération de 95 % des ménages de l'impôt sur les successions
- Nouveaux produits d'épargne pour lever 120 milliards d'euros et financer la transition énergétique
- Lancement d'une taxe carbone européenne

• **E. Zemmour**

- Réduction des impôts de 70 milliards d'euros, notamment en diminuant les impôts de production de 30 milliards d'euros et l'impôt sur les sociétés de 15 % pour les PME
- Réduction des impôts sur les bas salaires
- Défiscalisation et mise à disposition des primes de participation des salariés pour stimuler la consommation

- Exclusion de la résidence principale de l'impôt sur la fortune
- Réduction de l'impôt sur les successions
- Report de l'âge de la retraite à 64 ans à partir de 2030
- Priorité à l'énergie nucléaire pour assurer la transition vers le « net zéro »

THÉMATIQUE

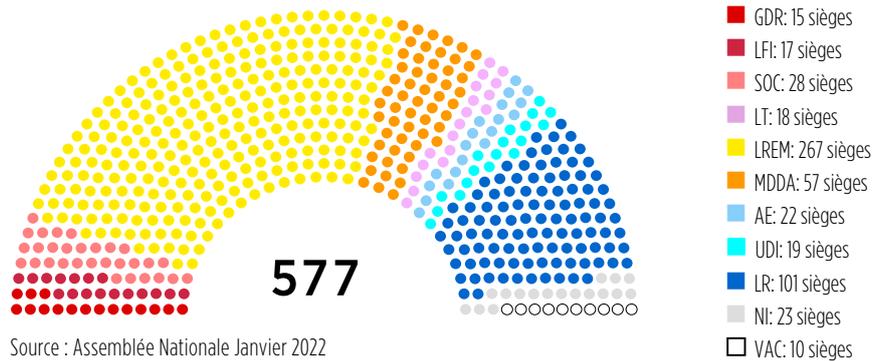
Élections législatives

L'élection présidentielle sera suivie du renouvellement de l'Assemblée nationale. Depuis 2017, la majorité gouvernementale repose sur une coalition tripartite entre le parti LREM d'Emmanuel Macron,

le Modem et Agir ensemble. En cas de second mandat d'Emmanuel Macron, une coalition similaire est probable et intégrerait Horizons, le parti de l'ancien Premier ministre Édouard Philippe.

Élections législatives	Dates
Premier tour	12 juin
Deuxième tour	19 juin

1/ Majorité actuelle à l'Assemblée nationale



Les derniers sondages placent Emmanuel Macron en tête au premier tour

Le président sortant est en tête des sondages pour le premier tour, avec une large marge de 30-32 %.

Vient ensuite Marine Le Pen, à près de 20 %, tandis que trois candidats (Mélenchon, Pécresse et Zemmour) enregistrent des scores proches de 10 %. Cela signifie que les sept

candidats restants se partagent 20 % des voix et ont à ce stade une très faible probabilité d'atteindre le second tour. Les sondages indiquent que les électeurs sont très indécis et que le taux de participation pourrait être très faible, ce qui pourrait favoriser les candidats d'extrême droite ou d'extrême gauche.

Les sondages indiquent qu'Emmanuel Macron l'emporterait largement contre tous les candidats au second tour

Premier tour	Moyenne des derniers sondages*	Tendance
M. Le Pen	19 %	en hausse
E. Macron	29 %	horizontale
J-L. Mélenchon	14 %	en hausse
V. Pécresse	10 %	en baisse
E. Zemmour	11 %	en baisse

* Au 24 mars 2022

Deuxième tour

Les sondages indiquent qu'Emmanuel Macron l'emporterait largement contre tous les candidats au second tour. Cependant, étant donné le grand nombre d'électeurs

incertains pour le premier tour, les intentions pour le second tour n'ont qu'un faible pouvoir prédictif.

Deuxième tour	Derniers sondages*	E. Macron
M. Le Pen	40%	60%
J-L. Mélenchon	36%	64%
V. Pécresse	33%	70%
E. Zemmour	30%	67%

*Source : Le Parisien, sur la base de la moyenne des sondages du 19 au 24 mars 2022.

Achévé de rédiger le 29 mars 2022

Amundi Research Center



Retrouvez l'ensemble de nos publications
sur le site :
research-center.amundi.com

Emerging Private Equity
Money Markets Find Monetary
Foreign Top-down Bottom-up
Exchange Corporate Equities
Sovereign Bonds High Forecasts
ESG Quant Investment Real Estate
Strategies Allocation

AVERTISSEMENT

Ce document est uniquement à titre informatif.

Il ne constitue ni une offre de vente, ni une sollicitation d'une offre d'achat, ni une recommandation d'un titre ou de tout autre produit ou service. Les titres, produits ou services mentionnés peuvent ne pas être enregistrés à la vente auprès de l'autorité compétente de votre juridiction et peuvent ne pas être réglementés ou supervisés par une autorité gouvernementale ou similaire de votre juridiction.

Les informations contenues dans ce document ne peuvent être utilisées que pour votre usage personnel, ne peuvent être reproduites ou rediffusées sous quelque forme que ce soit et ne peuvent servir de base ou de composant à des instruments ou produits financiers ou à des indices.

En outre, aucun élément de ce document n'est destiné à fournir des conseils fiscaux, juridiques ou en matière d'investissement.

Sauf indication contraire, toutes les informations contenues dans ce document proviennent d'Amundi Asset Management SAS et sont datées du 31 mars 2022. La diversification ne saurait garantir un gain ou protéger contre une perte. Ce document est fourni « tel quel » et l'utilisateur de ces informations assume l'intégralité des risques liés à leur utilisation. Les données et analyses antérieures ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie de toute analyse, estimation ou prédiction de performance future. Les opinions exprimées concernant les tendances du marché et économiques sont celles de l'auteur et pas nécessairement d'Amundi Asset Management SAS. Elles sont susceptibles d'évoluer à tout moment sur la base des conditions de marché et autres et aucune assurance ne peut être donnée que la performance des pays, marchés ou secteurs sera telle qu'anticipée. Ces points de vue ne doivent pas être utilisés comme un conseil d'investissement, comme une recommandation à l'égard d'un titre ou comme une indication de transaction pour un quelconque produit d'Amundi. Les investissements impliquent certains risques, y compris de marché, politiques, de liquidité et de change.

En outre, Amundi ne pourra en aucunement être tenu pour responsable d'un quelconque dommage direct, indirect, spécial, accessoire, punitif, consécutif (y compris, sans s'y limiter, la perte de profits) ou de tout autre dommage résultant de son utilisation.

Date de première utilisation 1 avril 2022.

Amundi Asset Management, société par actions simplifiée – SAS au capital de 1143615555 euros – Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 – Siège social: 91-93 boulevard Pasteur – 75015 Paris – France – 437 574 452 RCS Paris – www.amundi.com

Photo crédit: ©MDelporte - iStock/Getty Images Plus - Ozgur Donmaz

Directeur de la publication

BLANQUÉ Pascal, *Chairman d'Amundi Institute*

Rédacteur en chef

DEFEND Monica, *Directrice d'Amundi Institute*

Avec la contribution d'Amundi Institute

AINOUZ Valentine, *CFA, Responsable adjointe de la Recherche Stratégie des Marchés Développés*

BELLAICHE Mickael, *Stratégiste Taux et Crédit*

BERARDI Alessia, *Responsable des Marchés émergents, Recherche Stratégie Macroéconomique*

BERTONCINI Sergio, *Stratégiste Senior Taux*

BLANCHET Pierre, *Responsable Investment Intelligence*

BOROWSKI Didier, *Responsable Global Views*

CESARINI Federico, *Responsable FX Marchés Développés, Stratégiste Recherche Cross Asset*

Avec la contribution d'Amundi Investment Insights Unit

BERTINO Claudia, *Responsable d'Amundi Investment Insights Unit*

CARULLA POL, *Amundi Investment Insights Unit*

FIOROT Laura, *Responsable adjointe d'Amundi Investment Insights Unit*

Conception et support

BERGER Pia

PONCET Benoit

Rédacteurs en chef adjoints

BLANCHET Pierre, *Responsable Investment Intelligence*

BOROWSKI Didier, *Responsable Global Views*

DROZDZIK Patryk, *Macrostratégiste Senior, Marchés émergents*

GEORGES Delphine, *Stratégiste Senior Taux*

HUANG Claire, *Macrostratégiste Senior, Marchés émergents*

MIJOT Éric, *Responsable de la Stratégie sur les Marchés Développés*

PORTELLI Lorenzo, *Responsable de la Recherche Cross Asset*

PERRIER Tristan, *Global Views*

USARDI Annalisa, *CFA, Macrostratégiste Senior, Recherche Cross Asset*

VARTANESYAN Sosi, *Analyste Souverains Senior*

DHINGRA Ujjwal, *Amundi Investment Insights Unit*

PANELLI Francesca, *Amundi Investment Insights Unit*